Abo **Instruction publique**

Les quatre enjeux de la rentrée scolaire genevoise

Le DIP devra composer avec de nouveaux élèves ukrainiens, le manque de postes dans l'enseignement spécialisé, de bâtiments, et une frilosité sur le dossier du numérique.

Sophie Simon , Emilien Ghidoni , Rachad Armanios
Publié aujourd'hui à 06h34

La plus grande difficulté sera l'accompagnement psychologique des jeunes réfugiés ukrainiens.

KEYSTONE/GEORGIOS KEFALAS

La rentrée scolaire s'annonce délicate à plusieurs titres cette année. Et ce bien au-delà du coronavirus, qui frappe actuellement la magistrate en charge du Département de l'instruction publique (DIP), Anne Emery-Torracinta, et a conduit à un report de sa conférence de presse de rentrée prévue initialement ce mardi.

En attendant de découvrir les perspectives du département, la «Tribune de Genève» a dressé une liste, non exhaustive, de quatre enjeux qui se présenteront dès le lundi 22 août.

Les enfants ukrainiens à intégrer

Comment accueillir correctement des élèves fuyant la guerre? Vu l'évolution du conflit en Ukraine, la question risque d'occuper le DIP pendant un moment. Selon les derniers chiffres à disposition, 384 d'entre eux sont déjà présents dans les différents établissements du canton. Deux tiers d'entre eux sont à l'école primaire, dans des classes d'accueil.

L'accompagnement psychologique de ces jeunes réfugiés représentera la principale difficulté. «Ce sont des enfants qui ont connu la guerre. Ils ont des traumatismes. Les profs ne sont pas formés pour gérer ça», s'inquiète Francesca Marchesini, présidente de la Société pédagogique genevoise (SPG). La syndicaliste craint que ce problème n'empire avec le temps: «Les premiers réfugiés arrivés ont fui la guerre assez tôt, ils en ont peut-être moins vu. Ceux qui arrivent maintenant ont connu plus d'événements traumatisants. Plus ça va aller, plus ce sera compliqué.» Face à ce risque, le syndicat a demandé au DIP d'établir un dispositif d'accompagnement pour ces élèves. La SPG espère qu'un plan sera annoncé d'ici à la rentrée.

Reste la question de la capacité des classes d'accueil. Les enseignants risquent-ils d'être débordés? La SPG affirme que les professeurs genevois sont suffisamment nombreux et formés: «Pour l'instant, c'est gérable. Les réfugiés sont arrivés à l'école au compte-gouttes et la culture scolaire ukrainienne, relativement proche de la nôtre, facilite leur acclimatation», explique Francesca Marchesini. Elle ajoute

que les enseignants genevois ont probablement plus l'habitude de travailler avec des élèves d'origine étrangère que ceux d'autres cantons.

Toutefois, la syndicaliste regrette le manque d'informations données aux professeurs officiant dans ces classes: «J'ai découvert qu'il y avait pas mal de ressources et de dispositifs au niveau fédéral et cantonal pour favoriser l'intégration des jeunes ukrainiens. Il y a aussi eu un accompagnement mis en place avec des enseignantes parlant l'ukrainien. C'est dommage qu'on n'ait pas eu davantage d'informations là-dessus.»

L'enseignement spécialisé sous tension

Fin juin, le DIP prévoyait 150 nouveaux élèves ayant des besoins spécifiques. «On n'a jamais vu ça!» déclarait Anne Emery-Torracinta. En outre, la majorité de droite de la Commission des finances balayait les 55,2 postes demandés par le Conseil d'État pour commencer à remettre l'Office médico-pédagogique (OMP) sur les rails. Soit 25 postes pour les écoles spécialisées et les classes intégrées, dix pour renforcer le management de proximité et huit la direction générale; enfin cinq étaient dédiés aux consultations thérapeutiques et six aux référents métiers.

Ces mesures urgentes faisaient partie du plan d'action esquissé par les deux codirectrices par intérim de l'OMP, qui passeront le flambeau début septembre à un consultant externe, Jacques Hertzschuch, engagé pour un an. La commission a voulu que ce nouveau responsable fasse sa propre analyse des dysfonctionnements et des réponses à apporter. En outre, la droite refusait une partie des postes (dont ceux pour la direction générale). Des députés voulaient aussi attendre le rapport de la commission de contrôle de gestion sur le foyer de Mancy.

«À nouveau, les structures de l'OMP seront en sous-effectifs!»

Francesca Marchesini, présidente de la Société pédagogique genevoise (SPG)

De quoi indigner la gauche, reprochant une attitude irresponsable face à l'urgence de la situation. Francesca Marchesini s'attend donc à une rentrée où, «à nouveau, les structures de l'OMP seront en sous-effectifs, ce qui obligera après-coup à engager des remplaçants, qui manqueront pour les autres besoins. En outre, on compte jusqu'à un an d'attente pour certaines consultations», se désole-t-elle à propos des bilans pour établir si un élève doit être dirigé vers l'enseignement spécialisé.

Selon Francesca Marchesini, le Conseil d'État n'aurait pas renoncé à demander les 55 postes. La commission pourrait être à nouveau saisie fin septembre ou début octobre, le temps que Jacques Hertzschuch prenne ses marques. Cette demande ne doit pas tarder, car d'autres postes pourraient encore être demandés dans le cadre du budget 2023 de l'État. Une cinquantaine, selon les retours de la SPG.

Le numérique en suspens

Le numérique à l'école n'a pas connu un printemps facile. En mars, le Grand Conseil a rejeté à une courte majorité la feuille de route du Conseil d'État en la matière. Le PLR, l'UDC et le MCG ont profité de la division des Verts, abstentionnistes sur ce sujet, pour minoriser le reste de la gauche. En parallèle, la pétition de l'association RUNE-Genève, qui demande un moratoire sur la formation par le numérique au primaire, était acceptée par 60 voix pour et 21 contre (PS et PDC). Ces deux dossiers sont renvoyés à l'Exécutif.

Par la suite, en avril, la commission des travaux a accepté un projet de loi de près de 9,2 millions destiné à équiper les établissements de l'enseignement secondaire I et II d'un réseau sans fil. Par contre, elle a refusé, de peu, un deuxième projet de loi de 9 millions pour acquérir les équipements numériques comme des tablettes, ordinateurs, robots. Les députés doivent encore se prononcer en séance plénière sur ces deux projets. Tout espoir n'est pas perdu, des PLR pouvant se rallier au projet en raison de son enjeu pour la formation professionnelle notamment. Le gouvernement pourrait demander l'urgence sur ce point, afin de ne pas retarder plus encore la mise en œuvre du plan d'études romand par rapport aux autres cantons.

Enfin, en juin, les Verts appuyés par Ensemble à gauche ont lancé un projet de loi «pour une souveraineté et une responsabilité numérique dans l'enseignement obligatoire». Ce texte demande une «utilisation raisonnée» des médias et technologies de l'information, ainsi qu'une justification de leur plus-value pédagogique. Il demande aussi la création d'un «code de responsabilité» pour se positionner sur des enjeux comme la protection des données ou la réduction de l'empreinte environnementale numérique. L'exposé des motifs mentionne une indépendance «la plus complète possible» des acteurs majeurs comme les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft). Ce projet a été renvoyé en commission.

Les bâtiments pleins à craquer

À Genève, le manque de bâtiments scolaires est un marronnier. Presque chaque année, de nouvelles mesures d'urgence sont prises pour pallier cette pénurie de salles de classe, tant dans le primaire que le secondaire. Mais la rentrée 2022 pourrait se révéler pire. Les écoles de culture générale (ECG) risquent particulièrement la saturation.

«Depuis plusieurs années, les ECG subissent un afflux d'élèves de plus en plus important, explique Waël Almoman, membre du bureau de l'Union du corps enseignant secondaire genevois (Ucesg), le syndicat de l'enseignement secondaire II. On arrive à tous les caser en jouant sur les horaires, mais c'est compliqué. On a un taux d'occupation des salles de classe entre 95% et 98%.»

Cette arrivée d'étudiants est notamment due à la réforme du postobligatoire de 2014, qui réduit les possibilités de redoublement au collège. Cet automne, les membres de l'Ucesg s'attendent à un afflux encore plus important d'élèves dans les ECG. «La plupart viennent du collège et entreront en deuxième année. Là, on touche vraiment à nos limites», alerte Waël Almoman.

Le DIP a lancé la construction de plusieurs écoles comme à Meyrin ou à la Goutte Saint-Mathieu. Mais ces chantiers prennent du temps et collectionnent les oppositions. Selon l'Ucesg, beaucoup d'établissements récemment construits sont saturés peu après leur ouverture.

Sophie Simon est journaliste à la rubrique genevoise depuis 2011. Elle enquête notamment dans les domaines de l'éducation, la santé, le tourisme, la politique. Elle couvre aussi les rapports de la Cour des comptes et les arrêts du Tribunal fédéral. Elle est titulaire d'un master en journalisme du CELSA (Sorbonne). Plus d'infos
Rachad Armanios est journaliste à la rubrique genevoise depuis août 2022 et couvre en particulier la politique cantonale. Auparavant, il a travaillé plus de vingt ans au *Courrier*, où il a notamment été corédacteur en chef et responsable de la rubrique genevoise. Plus d'infos

Vous avez trouvé une erreur? Merci de nous la signaler.

40 commentaires